

Kristina Michaud fait son bilan de la COP26 à Glasgow : de bonnes intentions, mais un texte final édulcoré

Amqui, le 16 novembre 2021 – La députée d'Avignon-La Mitis-Matane-Matapédia dresse un bilan positif de sa participation à la COP26, notamment grâce aux discussions et rencontres auxquelles elle a participé avec des intervenant-e-s de partout dans le monde, mais déplore l'adoption finale d'un texte rempli de contradictions et qui nous tient bien loin de la sortie de la crise climatique.

Les attentes étaient élevées envers cette 26^e conférence sur le climat que plusieurs surnommaient « la COP de la dernière chance », alors que les données scientifiques actuelles portent à croire que nous nous dirigeons tout droit vers la catastrophe. « De nombreux discours prononcés par des chefs d'État, des activistes et des élu-e-s m'ont particulièrement ébranlé. Les changements climatiques sont réels et ils touchent de plus en plus de pays, ils isolent des populations et rendent de nombreux individus vulnérables. C'est particulièrement injuste de constater que les pays les plus touchés sont souvent ceux qui émettent le moins de gaz à effet de serre (GES). Des milliers de personnes écotent des conséquences liées aux habitudes de production et de consommation des pays développés. Le Canada est le 4^e pays producteur de pétrole en importance et les tonnes de CO2 émises par un Canadien sont grandement supérieures à celles des citoyens d'une majorité des pays dans le monde. Il devra faire plus, c'est indéniable. Mais les actions qu'il a posées pendant cette conférence ne nous permettent malheureusement pas de le croire », explique Kristina Michaud.

La porte-parole du Bloc Québécois en matière de Changements climatiques regrette d'ailleurs que les pays riches n'aient toujours pas tenu leur promesse faite en 2009 de porter leur aide financière aux pays du Sud à 100 milliards de dollars par an et le texte final, baptisé « Pacte de Glasgow » ne fait pas de progrès substantiel à ce niveau. La députée déplore également la pression exercée par des pays comme la Chine et l'Inde lorsqu'est venu le temps d'affaiblir les déclarations sur les énergies fossiles et le charbon. Elle se demande d'ailleurs où était le Canada quand personne ne s'est opposé à l'ajout du terme « inefficaces » dans la mention de l'élimination des subventions aux énergies fossiles. « Pas un pays ne semble avoir eu le courage de s'opposer à ceux qui ne veulent pas mettre les efforts nécessaires dans la lutte contre les changements climatiques. Pour un pays qui se targue d'être un leader dans le dossier, le Canada a complètement manqué sa chance de prouver que ce qu'il promet depuis des années n'est pas que des paroles en l'air. Il aurait dû se tenir debout et montrer l'exemple » ajoute celle qui n'a pas l'intention d'en rester là et demandera des explications au ministre de l'Environnement.

« Plusieurs annonces ont été faites et de nombreux discours ont été prononcés, mais ce qu'on a hâte de voir, c'est la mise en œuvre et les plans d'action concrets qui nous permettront de véritablement entamer la transition. Le Canada a bonne réputation à l'international lorsqu'il s'engage à mettre fin aux nouveaux financements publics directs pour l'exploitation du charbon, du pétrole et du gaz à l'étranger d'ici la fin de 2022. Mais pour être sérieux dans son ambition, la bonne chose à faire serait de prendre le même engagement pour son propre territoire et contrairement à ce qu'il laisse entendre, c'est un engagement qu'il peut prendre dès maintenant », conclut la bloquiste.

Le Bloc Québécois est d'ailleurs prêt à entamer la nouvelle session parlementaire prévue pour le 22 novembre prochain et a choisi de faire de la lutte aux changements climatiques l'une de ses priorités. Yves-François Blanchet a d'ailleurs déclaré que son caucus s'investira à convaincre le fédéral qu'aucune solution n'est possible sans plafonner puis réduire la production de pétrole au Canada.

-30-

Source :
Pénélope Garon
Penelope.Garon.306@parl.gc.ca
418-713-9159